

Paris, le 23 novembre 2018

Monsieur Emmanuel MACRON, Président de la République
Monsieur Edouard PHILIPPE, Premier ministre

Objet : lettre ouverte : quelle réponse au mouvement des *gilets jaunes* ?

Monsieur le Président, Monsieur le Premier ministre,

L'exceptionnelle mobilisation du 17 novembre n'est pas exempte de points noirs : d'abord son bilan humain, très lourd ; puis ses contradictions, ses dérapages fréquents, ses demandes parfois extravagantes. Mais on ne saurait, sous peine d'aveuglement, la réduire à cela.

Il nous faut écouter le mal vivre de ces ménages modestes dont le revenu disponible s'érode lentement, que le coût du logement a éloignés des villes, que les pouvoirs publics ont longtemps encouragés à privilégier l'automobile – diesel – comme moyen de déplacement, pour lesquels chaque fin de mois pose problème. Il faut entendre leur déception, eux qui comptaient sur la nouvelle équipe au pouvoir pour « *faire de la politique autrement* », plus à l'écoute de leurs difficultés et de leurs préoccupations.

Comment comptez-vous répondre à ce malaise ? En attendant le « pourrissement naturel » du mouvement, avec son lot de violences isolées, de frustration et de colère rentrées ?

Une autre voie est possible, celle de l'écoute et de la négociation. Par quel moyen ? Par un vaste processus démocratique partiellement décentralisé. Avec quel objectif ? Trouver les compromis à même de réconcilier durablement l'écologique et le social.

Pour être honnête et cohérente, cette démarche doit se fixer un préalable : ne pas remettre en cause la trajectoire fixée par la loi de transition énergétique de 2015 et la loi de finances 2018.

Pour être efficace, elle doit se concentrer sur trois sujets clés :

- la fiscalité des ménages, et en particulier son volet écologique ;
- le coût du logement, exceptionnellement élevé dans notre pays, en particulier dans les grandes agglomérations ;
- l'accompagnement de la transition écologique dans la vie quotidienne : isolation des logements, mode de chauffage, mobilité, en termes d'aménagements collectifs et d'évolution des véhicules.

Ce processus d'écoute et de négociation, d'une durée de quelques mois, devrait inclure :

- une conférence centrale réunissant les partenaires sociaux, les associations concernées et des représentants du mouvement des *gilets jaunes* ;
- des concertations décentralisées, en particulier sur les questions de mobilité locale.

Nous sommes à votre disposition pour examiner avec vous de manière plus détaillée la manière dont ce processus démocratique pourrait être conduit.

Dans cette attente, recevez, Monsieur le Président, Monsieur le Premier ministre, nos salutations les plus respectueuses.

Pour le collectif Pacte civique, les coordinateurs nationaux,

Jean-Baptiste de Foucauld



Pierre Guilhaume

